

Sur fond de crise systémique et de faible croissance mondiale, « Guerre des monnaies » ou la politique du chacun pour soi.

Que penser d'un Jean-Marc Vittori, ci-devant libéral et éditorialiste aux Echos (chroniques des 5 et 8 octobre 2010), mettant en cause ni plus ni moins que le traité de Maastricht et donc le traité de Lisbonne. Il écrit : « La monnaie pour la monnaie, sans projet politique au-delà (sic), mène toujours à l'impasse. » Cette impasse est celle de la construction européenne actuelle. De toute la construction européenne et pas seulement de l'Union Economique et Monétaire. La faillite totale d'un système – le capitalisme néo libéral – s'exprime dans toute sa plénitude. Beaucoup de commentateurs ont fait semblant de croire que la crise de l'euro était terminée par la création d'un Fonds européen de stabilité financière et le plan d'aide à la Grèce de 750 milliards d'euros, en coordination avec le Fonds Monétaire international (FMI). Plus encore, la BCE a décidé de racheter des emprunts d'Etat grecs, irlandais et portugais sur le marché utilisant des zones « grises » des traités. Elle a décidé – nous allons y revenir – de « stériliser » ces opérations. Pourtant cette crise reste présente parce qu'elle pose la question des fondements de la construction européenne et pas seulement de sa dimension monétaire. Plus exactement la crise de l'euro révèle la faillite de cette construction.

Sortir de l'euro ?

Sortir de l'euro n'y suffirait pas. Il y faut un autre projet de construction globale de l'UE pour la faire exister tout en créant un environnement social de droits collectifs et d'institutions démocratiques. C'est plus difficile, moins mobilisateur mais plus adapté au contexte qui suppose une nouvelle architecture de solidarités entre les peuples. Le projet de Dupont-Aignan se comprend. Il veut faire comme les autres pays, baisser le cours de la monnaie nationale pour gagner des parts de marché sur les concurrents. Le retour du franc permettrait de jouer sur ces dévaluations compétitives, comme le font les Etats-Unis, le Japon – sans grand succès pour ce dernier – ou la Grande-Bretagne. Que faire de l'euro ? Comme la plupart des défenseurs de cette « revendication », il propose que l'euro soit une « monnaie commune ». Cette perspective était possible en 1993, mais comment faire aujourd'hui ? Ce ne peut-être que de la poudre aux yeux, le projet étant bien de revenir au franc. Mais pas seulement. Il faudrait revenir à une Banque de France dans un environnement qui s'est transformé. Quel est le sujet réel de la volonté de ce retour ? Monétiser la dette, éviter le recours aux marchés financiers, à l'endettement public. Est-ce impossible aujourd'hui ? Pour répondre à cette question, il me faudra faire un détour vers le fonctionnement actuel des marchés et les politiques monétaires comme économiques des différents Etats parmi ceux qui comptent.

Soulignons dès l'abord que cette course à la dévaluation ne profite pas aux salariés. Elle accentue tous les processus de restructuration des firmes.

Elle provient directement des formes de réponse mises en place après le 15 septembre 2008 – la faillite de Lehman Brothers – pour éviter une grande dépression, des réponses Etat-Nation par Etat-Nation pour sauver les capitalistes – entreprises, banquiers, assureurs – nationaux. Pour un temps cette politique a fonctionné. Sans résoudre les causes de la crise elle-même, sans réglementer les marchés financiers. Faute de changements systémiques, les mêmes causes ne peuvent que produire les mêmes effets. Les « G20 » successifs n'ont pu que constater cet éclatement de politiques nationales opposées, même si elles ont un fond commun. Le président de la République française peut afficher – c'est la France qui présidera

le G20 après la Corée du Sud – des objectifs ambitieux de réforme du système monétaire international sans définir le quel ni le chemin pour y parvenir. Des discours de communication, démagogiques.

La hausse actuelle de la monnaie unique européenne – elle a atteint en fin de semaine dernière, soit le 8 octobre 1,40 dollar pour 1 euro et ce n'est pas fini – pèse sur les exportations vers les Etats-Unis, la Chine et les autres pays émergents. Elle devrait se traduire par une baisse du taux de croissance pour 2011, aggravant mécaniquement le poids des déficits publics. La réponse des gouvernements de l'UE est connue : il faudra diminuer plus encore les dépenses publiques sans s'interroger sur les possibilités et les capacités des économies à générer plus de croissance. L'idéologie libérale en crise de légitimité n'est pas remplacée. Elle reste le credo de base.

Il faut dire aussi que le gouvernement allemand ne voit pas d'un mauvais œil l'existence d'un euro fort. En fonction de la spécialisation internationale de l'économie allemande – première économie de la zone européenne -, la sensibilité à la hausse de la monnaie est beaucoup moins importante que les autres économies, à commencer par celle de la France, aux évolutions de la monnaie. Elle vendra ses marchandises parce qu'elles possèdent une avance technologique. Par contre cette hausse pourrait se traduire par des reculs de productivité surtout pour l'économie française et des pertes pour les grandes entreprises comme EADS commerçant avec les Etats-Unis. Le couple franco-allemand ne peut plus fonctionner malgré des appels à le reformer. La construction européenne fait la preuve qu'elle n'a pas de projet politique. La BCE reste toute puissante et sans boussole. Celle définie par les traités est inadéquate. La lutte prioritaire pour la stabilité des prix est une imbécillité dans un environnement profondément déflationniste. Un exemple frappant, celui du Japon qui vient de fixer un objectif d'augmentation de l'inflation de 1% !

La dernière réunion de la BCE, jeudi 7 octobre, a donné lieu à un festival de langue de bois. Un feu d'artifice. Jean-Claude Trichet a dénoncé les mouvements de change désordonnés tout en affirmant – contre toute réalité – « Plus que jamais les taux de change doivent refléter les fondamentaux », sans jamais définir les fondamentaux ni la politique de change de la BCE. Pour le dire brutalement, elle n'en a pas. Aucun journaliste n'a eu l'audace de demander à Trichet quel est le taux de change sur lequel la BCE se battra ? faut-il un euro fort, faible ? Pas de réponse. Par contre, il a eu le front de déclarer, sans faire rire, qu'il partageait « l'opinion des autorités américaines lorsqu'elles affirment qu'un dollar fort est dans l'intérêt des Etats-Unis »... Jean-Marc Vittori en profite pour mettre à la poubelle toutes ses convictions passées plaidant pour que « le taux de change ne soit plus laissé au libre jeu du marché »...

De plus, comme je l'ai déjà souligné (voir notamment mon article dans le dernier numéro de Contretemps) la zone euro est un champ de bataille. Les taux d'intérêt à 10 ans de la dette publique (souveraine) évoluent entre 2,64% pour la France (et un peu moins pour l'Allemagne) à 9,9% pour la Grèce en passant par 6,46% pour l'Irlande – dont la note a été dégradée par Fitch une des agences de notation. La BCE est dans l'incapacité de définir une politique monétaire unique pour l'ensemble des pays de la zone euro.

Causes de la hausse de l'euro.

Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI, craint une « guerre des monnaies », autrement dit une réponse de chaque Etat-Nation voulant augmenter sa compétitivité sur les marchés en dévaluant la monnaie nationale. Plus exactement, en l'absence d'un SMI – Système

Monétaire International -, il faut parler de dépréciation de la monnaie par le jeu sur les marchés des changes.

Le taux de change ne dépend pas seulement de la politique nationale, il dépend aussi de l'appréciation des marchés financiers. La difficulté tient à ce que le marché des changes est intégré à l'ensemble des marchés financiers, autrement dit du marché des capitaux. Cette internationalisation fait bon ménage avec des monnaies qui restent nationales. Ce paradoxe permet la spéculation sur les monnaies. Les hausses et les baisses de ces taux de change s'expliquent par les entrées et les sorties de capitaux sous une forme monétaire. Des capitaux qui entrent dans un pays – par exemple au Brésil actuellement – font ipso facto hausser le cours du réal. Ces entrées se traduisent par l'achat de la monnaie nationale, le réal. Placements et taux de change sont étroitement liés. Le gouvernement brésilien qui n'a pas besoin de la hausse de sa monnaie essaie de faire baisser son cours en vendant de la monnaie nationale et en achetant des dollars ou des euros... La Banque du Japon intervient elle aussi pour faire baisser le cours du yen qui dépasse ses plafonds face au dollar renchérissant ainsi les exportations japonaises vers les Etats-Unis. A la seule exception de la Chine qui a conservé le pouvoir sur son taux de change et refuse obstinément de réévaluer le yuan, sa monnaie.

Cette tentative de faire se déprécier sa monnaie est une spirale descendante. Une fois entrée dans ce jeu la désorganisation des échanges et les incertitudes renforcées sont au bout. Une nouvelle dimension de la crise se fera jour, celle d'un affrontement entre les Etats. Une des conséquences sera le développement de toutes les politiques de recherche de boucs émissaires, de reculs du vivre ensemble, de la montée des communautarismes. Le « chacun pour soi » ne s'exprime pas seulement sur le terrain économique. Il a des aspects politiques. Il se justifie par des recherches d'idéologies de droite extrême. La décomposition, le pourrissement politique qui se constate dans la plupart des grands pays capitalistes développés trouve là une de ses sources.

Chaque pays essaie à la fois de gagner des parts de marché sur ses concurrents dans un environnement de faible croissance et de crise sous jacente de l'endettement et de relancer son économie sans créer d'emplois et sans augmenter le pouvoir d'achat des salariés. Le chômage permet de peser sur les conditions générales d'emploi en diminuant toujours plus le coût du travail et d'augmenter le profit pour les grandes entreprises. C'est un constat généralisé. Les entreprises du CAC 40 – les 40 firmes de France les plus importantes –, comme celles cotées à Wall Street ont vu leur profit augmenter dans cet environnement de faible croissance où continue de régner la tendance à la surproduction.

Cet environnement explique, paradoxalement, la hausse rapide et récente de l'euro. La monnaie unique devient variable d'ajustement des politiques monétaires des autres Etats capitalistes développés à commencer par les Etats-Unis. L'absence de politique de change de la BCE et de ses dogmes libéraux accentue la crise de l'euro. C'est un autre paradoxe de ces temps, la crise de la monnaie unique va de pair avec son appréciation positive vis-à-vis du dollar et de la livre sterling. Le vendredi 8 octobre, Les Echos titraient : « L'Europe sans réponse face à la hausse de l'euro ». Cette hausse manifeste surtout la faiblesse du dollar qui reste la monnaie de référence.

Ce manque de confiance dans la monnaie étatsunienne lié aux incertitudes de la croissance dans le premier pays du monde provoque une diversification des réserves des banques centrales qui achètent de l'euro plutôt que du dollar. Parce que les dirigeants de ces banques comme les cambistes de manière générale savent que la BCE, Jean-Claude Trichet, n'agira

pas. Il a répété que ce n'est le niveau du taux de change mais sa volatilité qui importe. Une autre façon de dire que les marchés ont toujours raison.

Dans le même temps, la Fed – la banque de réserve fédérale américaine -, la Banque du Japon, la Banque d'Angleterre sont en train de racheter des emprunts d'Etat. A la différence de la BCE, elles les mettent dans leur bilan. Autrement dit, c'est un processus de création monétaire, une manière de faire fonctionner la planche à billets. Elles monétisent, pour le dire encore autrement, la dette publique et limitent les risques d'une dépendance accrue et aux agences de notation et des marchés. Cette création monétaire alimente l'inflation et conduit les cambistes à vendre du dollar... qui baisse favorisant ainsi les exportations. Ces banques pratiquent aussi des taux d'intérêt très bas. La Banque du Japon a renoué avec des taux directeurs oscillant entre 0 et 0,1% et la Fed dans les 0,5% tandis que la BCE reste accroché aux 1% annonçant la perspective mi 2011 d'une hausse de ces taux... pour lutter contre l'inflation inexistante. D'ici là, elle a le temps de changer d'avis mais cette annonce a un effet sur le marché et explique la hausse actuelle de l'euro.

La monnaie exprime la quintessence de l'économique et du politique. Les différents Etats défendent leurs capitalistes par tous les moyens possibles. Elle exprime la difficulté d'une coopération internationale.

Elle indique aussi que la crise financière, bancaire n'est pas terminée. La baisse des taux d'intérêt et ce dans tous les pays capitalistes développés à commencer par les Etats-Unis, indique une profusion de liquidités qui restent en jachère. Comme la question de l'endettement n'est pas résolue faute de s'attaquer à la cause principale, la solvabilité, les faillites bancaires se poursuivront. Les petites banques craignent pour leur survie. Les banques centrales ne savent que favoriser le crédit à bas prix, crédit qui se traduit par la hausse des liquidités qui servent à spéculer sur les marchés financiers.

Que pourrait faire la BCE ?

Elle pourrait suivre la même voie que ses consœurs. Monétiser la dette, aider les pays en situation difficile – la Grèce, l'Espagne, l'Irlande – contre les marchés financiers, proposer de réglementer ces marchés et alimenter le marché final. Il faudrait revoir les traités ? Assurément ! De toutes les façons, ces traités sont caducs.

Le contexte de déflation exige des politiques de relance. Il est invraisemblable que les gouvernements restent figés sur les dogmes du libéralisme. La coopération européenne ne pourra se faire que sur la base de la construction des solidarités collectives et la démocratie... Cette voie, celle de la solidarité – passant par la construction de services publics à tous les niveaux pour lutter contre toutes les crises – est celle qui pourrait permettre de combattre la barbarie qui se développe de manière insidieuse passant par la remise en cause de toutes les libertés démocratiques. Le « chacun pour soi » actuel n'est pas une solution mais une série de problèmes nouveaux. Il nous faut répondre au niveau de la dimension du capitalisme actuel, le niveau européen est adéquat dans un premier temps. Tout en sachant que les luttes de classes ont encore un cadre national. C'est le rôle du politique de faire prendre conscience de cette double dimension.

Il faut profiter de la crise systémique actuelle – la faillite du capitalisme – pour proposer un projet global de transformations sociales incluant la construction d'une autre Europe, celle de la solidarité des salariés.

Nicolas BENIES
Octobre 2010

